

# le drapeau rouge

Journal du Parti Communiste

fondé par Joseph Jacquemotte en 1920



## Éditorial :

### LE 1<sup>ER</sup> MAI, C'EST LE JOUR DU DRAPEAU ROUGE !

Celui de votre journal. Mais aussi celui de la bannière dont le pourpre toujours a fait blêmir les rois ! En 2016 encore, les luttes sont nombreuses pour le maintien des conquêtes sociales, pour celle de nouveaux droits et pour la solidarité avec les travailleurs en lutte. Car hélas les conquêtes sociales sont menacées. Se restructurant une fois de plus, le capitalisme et ses serviteurs veulent diminuer les droits des travailleurs et de leurs organisations : attaques contre le droit de grève et judiciarisation des conflits sociaux en sont les manifestations les plus apparentes.

En ce 1<sup>er</sup> mai, nous disons : « non, messieurs les patrons : LE DROIT DE GRÈVE NE SE NÉGOCIE PAS ! BAS LES PATTES DES LIBERTES SYNDICALES ! » Sa restructuration impose au capitalisme de faire des « économies budgétaires » ou « réformes ». Il s'agit en fait de prendre à

ceux qui ont peu et de donner à ceux qui sont nantis et consacrer ainsi des sommes insensées aux dépenses militaires ! Refuser cette politique pour l'inverser ! Voilà qui permettra au mouvement populaire de s'affirmer comme force de transformation sociale et rendra risible la vision « conservatrice » du grand patronat, des forces politiques qui lui sont liées et les puissances médiatiques asservies. Cette politique nouvelle, c'est reprendre les montants volés (saut d'index, pensions rabotées, économies dans les politiques de santé, d'emploi), c'est refuser les dispendieuses dépenses militaires et réorienter ces montants vers le logement, l'emploi des jeunes, une politique d'accueil qui reconstruit l'ascenseur social.

La fête du travail, c'est aussi le moment de la solidarité avec les travailleurs et les peuples en lutte, chez nous et ailleurs,

L'invité du DR :

**Frédéric Lordon**

« Le vrai scandale de l'euro »

**François Liccope**

Panama Papers

**José Fontaine**

Attentats dans un pays déchiré

**Martin Willems**

Qui est travailleur ?

**François Houtart**

Amérique latine : la fin d'un cycle ?

**Freddy Visconti**

le cas ESb à Seraing

**Jean Bricmont**

Élections aux USA

**Claude Renard**

Louis Van Geyt nous a quittés

**Robert Waeles**

*El Clan*, un film argentin de Pablo Trapero

surtout là où ces droits saignent : honneur aux peuples palestinien, syrien, kurde et à tous ceux qui, devant l'absolutisme et les despotismes, n'ont d'autre choix que de fuir. Et comment ne pas parler, en ce jour de fête, des attentats et de leurs victimes ? DAESH sème une mort aléatoire qui n'a rien à voir avec les luttes contre le nazisme, les colonialismes et les occupations. Ses martyrs ne ressemblent pas plus à ces militants terroristes d'un socialisme fantasmé. Les Communistes « sont Bruxelles », ils « sont Paris » mais ils « sont » aussi Lahore, Bagdad ou Ankara, où le désespoir des mères qui pleurent est aussi déchirant qu'en bord de Senne ou de Seine !

Le Parti communiste appelle ses militants et les forces progressistes à s'engager dans un combat, résolu mais responsable et réfléchi, contre tout ce qui fait émerger ces cultures de mort et contre tous ceux qui veulent en capitaliser la peur pour réaliser leur projet liberticide et abaisser encore plus le débat politique. ■

## Frédéric Lordon : « Le vrai scandale de l'euro, c'est son caractère radicalement anti-démocratique »

*Économiste et philosophe français, directeur de recherches au Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) et de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales (EHESS), Frédéric Lordon a le tropisme de la recherche collé à la peau associé à une curiosité permanente. C'est ainsi qu'il étend souvent ses analyses d'économie appliquée à des considérations sociologiques ou philosophiques. Il conçoit la démarche scientifique comme nécessairement engagée ; il n'est pas surprenant dès lors qu'il soit devenu un des économistes de référence de la contestation du système dominant et en particulier de l'intégration européenne dont son analyse critique s'est progressivement radicalisée. L'expérience Syriza en Grèce l'a convaincu en effet, qu'il n'y a pas d'issue démocratique tant que l'on reste soumis aux contraintes de la monnaie unique et aux diktats de l'Union européenne. Le Drapeau Rouge se réjouit de l'accueillir dans ses pages.*

**Le Drapeau Rouge.**- Notre journal a eu récemment comme invité l'eurodéputé écolo Philippe Lamberts connu pour ses positions particulièrement critiques du néolibéralisme, des politiques austéritaires et de l'oligarchie financière. Il se

dit en même temps partisan du projet européen qu'il estime réformable et du maintien de l'euro. Ce genre de positions sont assez fréquentes ; qu'est-ce qu'elles vous inspirent ?

**Frédéric Lordon.**- Il n'est pas facile en si peu de place de développer complètement l'argument dont je crois qu'il ruine tout espoir d'un « autre euro possible ». Pour aller à l'essentiel, disons que le débat se perd dans une confusion savamment entretenue entre « euro anti-austéritaire » et « euro démocratique » – confusion telle d'ailleurs que certains peuvent revendiquer bruyamment le second en ayant seulement le premier en tête... Le vrai problème bien sûr c'est le caractère radicalement anti-démocratique de l'euro. À quoi ce caractère anti-démocratique tient-il ? Au fait que les principales dispositions de la politique économique ont été constitutionnalisées sous la forme de règles inscrites dans les traités, et par conséquent soustraites à la délibération ordinaire de toute instance représentative. Le vrai scandale de l'euro, c'est cela. Or il y a au moins un pays, l'Allemagne pour lequel la constitutionnalisation des règles de politique économique n'est nullement une monstruosité démocratique mais la chose à protéger entre toutes et, en fait, la condition *sine qua non* de son propre maintien dans l'eurozone. Il y a là une divergence de vue politique fondamentale et sans compromis possible. D'autant moins possible que l'Allemagne ne voit pas dans sa position un quelconque défaut de démocratie et se prévaut d'une valeur supérieure – toutes les démocraties ont les leurs – à laquelle le cadre démocratique même se trouve accroché, et en dessous de laquelle la dispute démocratique commence – si vous voulez un peu l'équivalent de la laïcité pour la république française : le discours commun en France tient que la laïcité en son principe n'est pas objet de dissensus ou de débat « démocratique » (ses formes à la rigueur). Bref toutes les institutions politiques ont leurs méta-valeurs, soustraites à la discussion ordinaire, et (mais il me faudrait du temps

pour le montrer de manière un peu plus convaincante) la monnaie, pour toutes les raisons historiques qu'on imagine facilement, en est une en Allemagne.

C'est bien pourquoi d'ailleurs, l'Allemagne a mis tous les autres États-membres au pied du mur au moment de la négociation des traités : avec mes principes monétaires ou sans moi. Seule la complicité idéologique des autres États-membres lui a permis d'imposer ses propres vues à la zone entière. Mais cette convergence apparente est profondément trompeuse : l'Allemagne y joue beaucoup plus que de simples enjeux idéologiques ordinaires. De sorte que si venait à se former une coalition porteuse d'un projet de revenir sur cette profonde anomalie démocratique et de déconstitutionnaliser les règles de politiques économiques pour les remettre à une instance délibérative ordinaire, susceptible de toutes les remettre en cause, il ne faut pas douter que l'Allemagne s'y opposerait avec la dernière énergie, jusqu'au point de quitter elle-même l'Union en cas de défaite de ses principes. Et « l'autre euro » échouerait au moment même où il est sur le point de réussir. Tous les projets alter-européistes, spécialement le DIEM de Varoufakis, ont pour caractéristique commune d'ignorer totalement les enjeux, à ses yeux vitaux et méta-idéologiques, dont l'Allemagne investit ses principes monétaires, et à propos desquels elle ne concèdera rien. Dans ces conditions, la « démocratisation de l'euro » est une vue de l'esprit, dont le maintien n'est bon qu'à nous faire perdre encore de nombreuses années, alors que certaines populations européennes sont littéralement martyrisées par la logique essentiellement austéritaire de l'euro.

**Le DR.**- Mais n'y a-t-il pas une certaine parenté entre les propositions de Philippe Lamberts (approuvées par le Parlement européen) établissant des plafonds aux rémunérations des financiers et la transparence financière et votre proposition SLAM (Shareholder Limited Authorized Margin ou « marge action-

nariale limite autorisée ») visant à mettre des limites aux rémunérations des actionnaires ? N'est-ce pas, pour le moins, un pas dans la bonne direction ?

**F. L.-** Mais ce sont des problèmes qui n'ont rien à voir. Il n'y a pas le moindre rapport entre un projet de limitation de la rémunération des actionnaires et la possibilité, ou plutôt l'impossibilité de re-démocratiser les politiques budgétaires et monétaires européennes. Qu'on fasse aboutir le premier ne nous fera pas faire le moindre progrès pour la seconde. Ce qui n'enlève rien au fait qu'un projet comme le SLAM soit hautement désirable en soi. Et ceci même si, par ailleurs, il ne représente que le tout premier degré d'une lutte significative contre le pouvoir actionnarial qui, en réalité devrait aller beaucoup plus loin, jusqu'à envisager carrément la fermeture de la Bourse. Et même, au-delà, l'abolition de ce que Bernard Friot nomme très justement la propriété lucrative du capital.

**Le DR.-** Plus concrètement, Thomas Piketty, pourfendeur des inégalités et des privilèges, se bat contre les avantages acquis des possédants notamment dans les transmissions patrimoniales. Discours qui lui confère un profil de militant radical. À ce propos, peut-on dire que ses positions contestent structurellement le système capitaliste ?

**F. L.-** Les travaux de Thomas Piketty ont le double caractère d'une salubre intervention et d'une imposture intellectuelle caractérisée. Qu'il ait fallu produire l'effort de documenter statistiquement, au terme d'ailleurs d'un travail d'une ampleur et d'une rigueur remarquables, l'état contemporain des inégalités, et sa remise en perspective historique, la chose est évidemment incontestable. Mais avoir osé intituler un tel travail *Le Capital* quand, de son propre aveu, l'auteur n'a pas lu une ligne de Marx et ignore visiblement le sens conceptuel même du mot « capital », c'est un peu comme si un ouvrage de mécanique newtonienne prétendait

s'appeler *Théorie de la relativité générale*. Contrairement à ce que croit Piketty, le capital n'est pas la fortune. Pour le coup, des fortunes il y en a eu très tôt dans l'histoire, et bien avant le capitalisme (on suppose que Piketty a dû entendre parler du personnage de Crésus... qui n'était pas un capitaliste). Le capital est tout autre chose, il n'est pas la fortune, il est un rapport social. C'est parce qu'un certain rapport social s'empare des instruments de la produc-



tion – les machines – qu'il les transforme en ce qu'elles ne sont pas intrinsèquement : du capital. Sitôt qu'il est reconsidéré dans cette perspective, le capital apparaît pour ce qu'il est : un rapport social de domination. Il est donc au principe d'une inégalité, mais d'une inégalité qui a pour caractère fondamental d'être politique – comme c'est le propre de tout rapport de domination et de son asymétrie constitutive.

Que, par la suite, ce rapport de domination soutienne des inégalités monétaires, la chose est évidemment indéniable, mais ces dernières sont épiphénoménales. L'inégalité fondamentale, c'est l'inégalité politique qui tient à la possibilité offerte par le rapport social du capital de prendre en otage la vie même de tous ceux qui, du mauvais côté du rapport, n'ont d'autre choix que d'en passer par le propriétaire des moyens de production pour leur survie matérielle, et par conséquent de se plier à ses conditions. La loi de destruction du code du travail, dont le projet est examiné en France en ce moment, elle, ne se trompe pas de cible : sous couleur de « flexibilisation » il s'agit bien d'approfondir l'em-

pire sur la société que le capital-rapport offre au capital-groupe social. Les opposants à cette loi ne s'y trompent pas davantage. Leur contestation d'ailleurs va bien au-delà de la loi elle-même pour interroger radicalement une forme de vie placée sous la souveraineté du capital. Et sur cette question décisive, la perspective des inégalités monétaires est d'une totale inutilité : elle n'a strictement rien à dire.

**Le DR.-** Affronter la nature même de la construction européenne suscite souvent de violentes accusations, surtout lorsque l'on revendique la défense de l'État-nation et de la souveraineté. Sur ce dernier concept, quel lien établissez-vous entre la souveraineté monétaire et celle politique ?

**F. L.-** Il faut d'abord s'entendre sur ce qu'il convient, conceptuellement, de nommer

« État-nation ». Il est tout à fait évident, que, de création historique récente, l'État-nation n'est certainement pas le fin mot de l'histoire en matière de morphologie des groupements politiques et que, comme les autres avant elle, cette forme passera avec l'Histoire. Il n'est pas moins évident que les tracés présents des États-nations n'ont rien d'intangible non plus, et que – l'histoire l'a montré abondamment – rien n'interdit en principe que se constituent des peuples de peuples – à l'image par exemple des rhénans, des bavarois, des prussiens, etc., qui dans la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle ont formé l'Allemagne ; et l'on notera à cette occasion que, contrairement à ce que raconte l'europhisme, la constitution d'un peuple de peuples n'équivaut nullement par soi au dépassement du principe stato-national.

Ceci étant dit, et pour revenir à votre question, il faut s'entendre sur ce que l'on veut dire par souveraineté monétaire, expression qui est susceptible de revêtir deux significations très différentes. Si on l'entend comme souveraineté de la monnaie, alors nous parlons de l'autorité du signe monétaire, au sens

où Durkheim parle de l'autorité du social, c'est-à-dire de l'acceptabilité du signe monétaire, donc de son pouvoir libérateur comme équivalent général. Il en va alors de la souveraineté de la monnaie comme de la souveraineté de toute institution : celle-ci suppose l'adossement à une communauté qui, en dernière analyse, est elle-même la source ultime de tout ce qui fait autorité en son sein. Pour autant cette communauté d'adossement ne se confond pas nécessairement avec la communauté politique : par exemple les valeurs morales catholiques sont adossées à une communauté de référence distincte des communautés politiques. Dans le cas de la monnaie cependant, l'histoire montre que les deux communautés coïncident la plupart du temps, par le jeu de la monnaie à effigie – à effigie de qui ? du prince bien sûr. Et ceci même s'il peut y avoir des débordements : la communauté d'usage du dollar par exemple excède les limites de la communauté politique étasunienne – mais la suppose comme base initiale ! Si maintenant par souveraineté monétaire on entend la souveraineté, non pas de la monnaie, mais de la politique monétaire – et c'est bien de cela qu'il s'agit dans la problématique européenne –, alors la réponse est triviale : la souveraineté monétaire entendue en ce sens désigne la souveraineté de l'un des instruments de la puissance publique : la politique monétaire, et, partant, s'assimile complètement à la souveraineté de l'État, à la souveraineté politique.

**Le DR.-** La création de la monnaie et la prolifération de la capacité créatrice

(banques privées, compagnies d'assurance, banques centrales...) ne sont-elles pas des instruments qui cherchent, via la profusion de l'endettement, à contrecarrer les politiques de déflation salariale et assoupir ainsi les risques de réactions de révolte ?

***L'Allemagne a mis tous les autres États-membres au pied du mur au moment de la négociation des traités : « c'est avec mes principes monétaires ou c'est sans moi »***

**F. L.-** Non, on ne peut pas dire la chose d'une manière aussi générale qui essentialise, ou plutôt faudrait-il dire « fonctionnalise » entièrement la création monétaire. L'émission de dette par création monétaire a d'abord pour rôle d'ante-valider les paris capitalistes sur l'avenir – en termes plus prosaïques : de financer les avances. Sans cette possibilité aucune croissance n'est possible. Tel a été, historiquement, le rôle du crédit dans le capitalisme (ceci dit sans méconnaître bien sûr que la dette a existé bien avant le capitalisme). Dans le capitalisme donc, l'insertion des ménages dans la dette est un phénomène tardif, lié au développement de l'acquisition immobilière et de la consommation de masse. Il devient alors tout à fait évident que la dette se met à fonctionner comme un opérateur de socialisation coercitive qui rive les individus plus que jamais à l'emploi salarié, quelles qu'en soient les conditions, sous l'impératif du service de leur dette.

La dette des individus non-capitalistes revêt alors une grande ambivalence : d'une part elle sert les désirs d'acquisition de biens marchands et par là achète la paix sociale (notamment en aidant à maintenir un certain niveau de consommation en régime de compression des salaires : c'est le cas typiquement dans la configuration néolibérale du capitalisme), mais d'autre part, elle asservit davantage encore les individus au salariat ; enfin, elle peut conduire à des situations impossibles de surendettement qui jette les individus dans la misère, leur fait connaître l'expulsion et la confiscation de leurs biens, etc. À ce moment, la

dette cesse d'être « politiquement fonctionnelle » puisque ce dernier effet, à l'exact opposé du premier, détruit la soutenabilité politique du capitalisme en suscitant un peu partout des « révoltes de la dette » – dont on trouvera des exemples aussi bien dans les défauts souverains de pays comme l'Argentine que dans les troubles politiques internes nés des situations d'expulsion comme en Espagne, où Podemos a capté cette « indignation de la dette ». Cette dette des ménages est donc au départ un instrument très puissant de normalisation et d'oppression.

Mais – comme toujours... – vient un point où les servitudes qu'elle impose deviennent intolérables et suscitent un retournement de ses effets politiques. Et ce qui avait pour effet de consolider l'ordre en place se met à le déstabiliser de toute part. ■

*Propos recueillis par Vladimir Caller*

**Vous êtes intéressé par l'histoire du communisme en Belgique ? Vous avez des archives relatives au mouvement ouvrier et ne savez qu'en faire ?**

Les **ARCHIVES COMMUNISTES** (CARCoB asbl) sont là pour vous répondre.

Depuis 1996, le CARCoB accueille chercheurs, étudiants ou passionnés et leur ouvre ses 2 kms de collections.

Contactez-nous :  
**CARCoB**, 33, r. de la Caserne,  
B-1000 Bruxelles,  
Tél.: 02 513 61 99  
carcob@skynet.be  
<http://www.carcob.eu>

Heures d'ouverture (sur rendez-vous) :  
du lundi au samedi, de 10 à 16 heures.

# Panama papers : un son de cloche différent

François Liccope\*\*

*Si certains se réjouissent à bon droit de cette nouvelle « fuite », il convient de se poser quelques questions quant à cette bien belle et curieuse divulgation. En effet, sur la masse des 214 488 dossiers informatiques et des dizaines de milliers de « contrevenants », dont les noms n'ont certes pas encore tous été communiqués, on ne trouve aucun américain alors que l'on y trouve 732 belges. C'est tout bonnement incroyable.*

Pourtant, pour ce qui concerne la Belgique, bon nombre de ces montages sont tout à fait légaux. À ce propos, l'on rappellera ici « l'excellente » initiative de Didier Reynders publiée au journal du Conseil des Ministres en juin 2015 « *Sur proposition du ministre des Affaires étrangères Didier Reynders, le Conseil des ministres a approuvé un avant-projet de loi portant assentiment à l'accord entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise (UEBL) et la République du Panama en matière d'encouragement et de protection des investissements. Cet accord, signé à Panama City le 26 mars 2009, vise à renforcer la coopération économique des parties concernées et comporte des dispositions propres à garantir le traitement juste et équitable des investissements, l'indemnisation rapide et adéquate en cas d'expropriation ainsi que le libre transfert des revenus.* » Pour sûr cela contribue à rendre légal bon nombre d'évasions fiscales. Les risques de poursuite sont donc plus que faibles et s'il devait s'avérer qu'il y ait des cas de fraudes, ces messieurs recourront à la transaction pénale régie en droit belge par l'article 216bis du Code d'instruction criminelle; procédure qui permet au ministère public de proposer à l'auteur d'une infraction de mettre fin aux poursuites moyennant le paiement d'une certaine somme au profit de l'État. Cette disposi-

tion dont le régime a été modifié en 2011 a déjà permis à quelques contrevenants de s'en tirer en réglant une ardoise minime. Néanmoins, voir figurer son nom dans Nordpresse n'est pas du goût de ces discrètes personnalités, ils fuiront donc le Panama mais aussi d'autres paradis comme les Iles Vierges britanniques ou les Seychelles qui ont été épinglées dans le même dossier. Et bon nombre d'entre eux seront tentés d'aller chercher des cieus plus cléments au Delaware ou au Dakota du Nord.

On aurait pu s'étonner de cette grande proximité des affaires Offshore Leaks (2013), Luxleaks (2014), Swissleaks (2015) et Panama Papers mais on aurait tort. « *Il est évident que seuls les États puissants se donnent le droit de récupérer, par les moyens qu'ils jugent bons, les recettes fiscales qui leur échappent, tout en prospérant grâce à l'évasion fiscale qu'ils offrent sur leur propre territoire aux ressortissants d'autres pays* ». Ceci est un extrait du livre « *Le secret bancaire est mort, vive l'évasion fiscale* », dont l'auteur est Myret Zaki, journaliste suisse spécialiste du secteur.

Au contraire des affaires précédentes point de lanceur d'alerte mais un piratage informatique resté anonyme. Pas d'Antoine Deltour celui qui a révélé Luxleaks, pas d'Hervé Falciani (Swissleaks), pas de Stéphanie Gibaud (Swissleaks), pas de Denis Robert (Clearstream) mais un pseudo : John Doe. Outre ce premier constat étonnant, on remarquera que la presse a montrés du doigt en premier : Poutine et le premier ministre islandais. Or Poutine ne figure même pas sur la liste et on se rappellera que l'Islande fut le seul pays à oser envoyer ses banquiers en prison. Dans la vidéo, du Consortium International des Journalistes d'Investigation (ICIJ), trois et trois seul sujets sont abordés. La Syrie où Bachar El Assad, dont on a retrouvé le cousin dans la liste<sup>1</sup>, est accusé d'avoir lancé des bombes de 500 kg sur son peuple, la Russie où l'on viole une gamine de 13 ans avant de la livrer à la prostitution et l'Ouganda de Museveni, l'un des rares pays africains qui semble



s'en sortir un peu moins mal que les autres. C'est évident, il fallait faire une sélection mais pourquoi un organisme aussi « impartial » que l'ICIJ (International Consortium of Investigative Journalists) a-t-il opéré pareil choix ?

Cette organisation serait elle aussi indépendante qu'elle se présente ? On retrouve parmi ses « sponsors » l'Open Society Foundations, une ONG créée par le milliardaire George Soros, le Rockefeller Brothers Fund, la Fondation Ford, la Carnegie Corporation of New York, le Democracy Fund fondé par Pierre Omidyar également fondateur d'Ebay... En fait on ne trouve pas un « investisseur » d'origine européenne. Par contre, le grand capitalisme européen et ses valets sont montrés du doigt. Ainsi David Cameron a dû avouer avoir bénéficié de la fortune de son père, épinglé dans la liste. Tout cela fait beaucoup de bruit mais quelles seront les réelles conséquences ? Le premier ministre islandais a été contraint de présenter sa démission suite à la pression de la rue, mais a-t-on vu les mêmes manifestations en Angleterre ou dans les pays du Golfe ? Le capitalisme occidental mène une lutte sans pitié et celle-ci n'est pas dirigée uniquement contre ceux qu'il présente comme ses ennemis : l'Islam et la Russie mais exacerbe en son sein même une concurrence effrénée. Force est de constater que dans ce combat avec les *Panama papers*, les États-Unis ont à nouveau marqué un point. Reste à voir quelle sera la réponse de la branche européenne du capitalisme. ■

<sup>1</sup> Cousin exilé à Paris et dont les médias « oublient » de dire qu'il s'agit d'un farouche opposant de Bachar...

\* Économiste, ancien banquier

# Attentats dans un pays déchiré

José Fontaine

**Les attentats du 22 mars, ont avivé les divisions d'un pays unanime à les condamner. Heurté par les attaques internationales contre la Belgique pour son intervention armée au Congo en 1960, j'avais été surpris que, quelques mois plus tard, la grève du siècle remette en cause le consensus national. Je me disais (marxisme simpliste), que les ouvriers ne ressentaient pas la même chose que la petite-bourgeoise. Erreur.**

**Le malheur du pays déstabilise le gouvernement**

Un pays frappé par le malheur est mûr pour des ruptures, des bouleversements. La révolution au Nicaragua a été favorisée par un tremblement de terre. Francine Kinet montre que les erreurs d'Eyskens au Congo en 1960 lui avaient fait perdre sa crédibilité dans toutes les classes sociales (le résumé de ce travail est consultable sur le site de *Toudi* sous le titre : *Une thèse inédite sur 60-61*). Il y ajouta un programme d'austérité ! Une grève générale devenait possible. Elle finit par se limiter à la Wallonie. Son échec a malgré tout inauguré le fédéralisme, une période de progrès. Et rendu prudents les amateurs d'austérité. La crainte d'un nouveau 60-61 hantait les esprits. L'affaire Dutroux n'a pas eu d'effets aussi profonds, le gouvernement Dehaene d'alors (1996), étant plus équilibré.

Charles Michel est minoritaire en Wallonie. Trois des cinq ministres wallons ont soit été en difficulté (Marghem), soit contraints à la démission (Galant, Jamar). Le sixième ministre MR, le Bruxellois Reynders, est le seul francophone qui détienne un des pou-

voirs régaliens : la diplomatie. L'intérieur (Jambon), l'armée (Vandeput) et les finances (Vanovertveldt) vont à des ministres de la droite flamande dure NVA (la gauche flamande est également absente du gouvernement) et la Justice va au CD&V (Geens). L'hypothèque NVA pesait sur le gouvernement Di Rupo, légèrement minoritaire en Flandre. Maintenant c'est celle du Vlaams Belang qui pousse Jambon à des déclarations islamophobes mensongères après celles anti-bruxelloises de novembre ne visant pas que les gens d'origine maghrébine. La Région bruxelloise s'est défendue parce qu'elle en a les moyens au point de mettre sur pied un Conseil régional de Sécurité, certes officieux dont on a peu expliqué qu'il s'imposait avec un gouvernement assez étranger à Bruxelles, voire hostile.

Une population mécontente mal relayée par les médias francophones

Le 23 novembre 2015, Béatrice Delvaux écrit dans *Le Soir* à propos des erreurs de communication sur la menace terroriste : « La palme de l'indigence revenait cependant aux syndicats (de cheminots) qui ont maintenu leur mot d'ordre de grève en Wallonie. Mais ce soir, cela ne mérite pas plus d'une ligne. » Jean-Jacques Jaspers (*Préjugés de classe et ligne éditoriale* dans *Politique*, janvier-février 2016) cite la réplique de Felipe Van Keirsbilck, secrétaire général de la CNE-CSC, le lendemain : « Une presse au garde-à-vous, surexcitée d'être dans une ville en guerre (sans la guerre...) [...] et voilà que se libère la haine de classe d'une moyenne bourgeoisie diplômée mais sans mémoire ni vision... » *Le Soir* et *La Libre Belgique* fustigent les contrôleurs aériens le 13 avril, inquiets de « l'image de la Belgique » voyant leur grève comme « détestable et irresponsable ». Qui les croira ? Ils sont opposés à toutes les grèves dans la capitale de l'« Europe », de cette UE qui impose, par les traités TSCG et MES, pour les 20 ans à venir, d'interminables politiques d'austérité alors qu'en Wallonie et à Bruxelles, on compte 30% d'enfants

sous le seuil de pauvreté. Et on va renforcer les sanctions pour les usagers du CPAS.

**Deux blocages en Wallonie**

J'ai été bloqué des heures durant en Wallonie le 1<sup>er</sup> avril par les transporteurs. Tout aussi ennuyés que moi, les usagers de la route ne voyaient pas cela sans sympathie. Aussi circonscrites que soient leurs revendications, elles suscitaient une vraie compréhension, bien au-delà de leurs intérêts professionnels. Elle aura le mérite d'hypothéquer les menaces législatives pesant sur le droit de grève suite à une action semblable de la FGTB à Liège en octobre 2015. À laquelle on a attribué, même à la RTBF, un puis deux morts, sans aucune preuve. Ce qui a surpris après ce 1<sup>er</sup> avril, ce n'est pas tellement la réaction brutale du ministre Jambon à l'encontre des transporteurs, mais que les responsables politiques wallons soulignent que le maintien de l'ordre n'était pas de leur compétence. C'est exact, mais les autorités régionales à Bruxelles, avec le même statut constitutionnel qu'en Wallonie, sont associées étroitement aux mesures prises par le fédéral. Pour un Philippe Destatte, le gouvernement wallon n'assume pas là son rôle.

**Islamophobie**

On a trop mis en cause la formule pourtant éclairante d'Olivier Roy sur le djihadisme (« c'est plus une islamisation de la radicalité que du radicalisme islamiste »), mais, comme Corinne Torrekens le dit (*Comprendre le basculement dans la violence djihadiste*, dans *La Revue nouvelle*, n° 89, 2015), qui se réfère aussi à Roy, cette formule, si on la nuance, analyse bien ce qui s'est passé à Paris et à Bruxelles. Penser que ces individus ont cherché une sorte de sens à leur vie en se faisant exploser n'implique aucune complaisance. Hans Magnus Enzensberger dans son essai de 2006 paru chez Gallimard *Le Perdant radical, essai sur les hommes de la Terreur* les qualifie de « perdants radicaux »

répondant aux mêmes caractéristiques que ceux qui provoquent un carnage sur un campus universitaire ou une école, c'est-à-dire des hommes à la recherche du bouc émissaire, mégalomanes et assoiffés de vengeance, chez qui s'allient obsession de la virilité et pulsion de mort. Un assemblage fatal qui, en définitive, les conduit, quand ils se font exploser, à se punir et punir les autres de leur propre échec. Dans la tradition

communauté en prétendant qu'une « part significative » (Jambon) d'entre elle se serait réjouie des attentats... Pour ce qui est des personnes d'origine arabo-musulmane, il s'agit en outre de gens discriminés, voire même exclus. En outre, comme Jean-Marc Ferry ou Habermas l'ont montré, l'idéologie dominante (celle de l'Union européenne), bien que largement considérée comme acceptable, critiquée surtout politiquement (trop peu), doit l'être aussi au même niveau philosophique que les intégrismes. Certes, cette idéologie ne tue pas directement. Mais

ailleurs, par l'épuisement de tout mouvement révolutionnaire, messianique ou utopique, fondé sur une philosophie de l'histoire (et du progrès) largement partagée... » Gilbert Achcar (*La religion peut-elle servir le progrès social ?* dans *Le Monde diplomatique* de juin 2005) rappelle qu'en Amérique latine et au-delà, marxisme et théologie de la libération se sont donné la main. Il détaille aussi les pierres d'attente d'un islam pouvant être progressiste. L'article entier, très éclairant, est accessible sur la toile.

### Non à la guerre extérieure, non à la guerre intérieure

Quand Obama déclare le soir des attentats de Paris – « C'est une attaque contre l'humanité et les valeurs que nous partageons » – j'ai du mal à le croire. Les gouvernements européens peu capables d'indépendance depuis de Gaulle, ont mené des opérations militaires insensées dans les pays arabo-musulmans ces deux dernières décennies. Les deux guerres d'Irak surtout. La Belgique et l'Allemagne ont refusé de participer à la première. Rejoins par la France et le Luxembourg pour la deuxième. Il y a eu des millions de morts (Nafeez Ahmed, *Middle East Eye*, 8 avril 2015, *Le Soir* du 4 avril 2015 etc.), dont des centaines de milliers d'enfants irakiens privés de

de toutes les grandes spiritualités, religieuses ou non (comme celle de la Résistance durant le second conflit mondial), il n'y a d'acte héroïque que celui dont la finalité demeure la Vie, y compris celle de celui qui, en fonction de ce qu'il poursuit – la liberté de la patrie chez les Résistants –, est amené à devoir accepter de mourir, sans que cette mort ne le fascine ni qu'elle ne soit la cause directe de celle des autres. Si un Jacques Bingen se suicide lorsqu'il est repris par la Gestapo en mai 1944, c'est pour éviter de parler sous la torture, livrant des secrets dangereux pour les siens.

Personne ne nie aujourd'hui qu'il existe de très très graves dérives religieuses comme l'intégrisme présent dans toutes les religions, islam et christianisme compris. De là à stigmatiser toute une

comme le dit Roger Monjo (Roger Monjo, *Laïcité et société post-séculière*, dans *Tréma* [En ligne], 37, 2012), elle provoque « de profondes pathologies sociales ». Mixte de scientisme, d'économisme et de technicisme, pense-t-il, elle n'offre aucun point d'appui pour combattre ces pathologies sociales (« Dérégulons et que le meilleur gagne » dit la patronne de Belgacom). Elle renvoie « chacun et d'abord les plus faibles et les plus démunis à un face-à-face solitaire avec elles. » La science ouvre à des perspectives extraordinaires (et salutaires), comme les biotechnologies, la maîtrise de l'énergie. Mais elle se retrouve, face à la crise climatique ou la possibilité de fabriquer du vivant, en face de problèmes qu'elle ne peut résoudre à elle seule. Et, poursuit Monjo, nous sommes « dans un monde marqué, par

médicaments et de nourriture après 1991 (sources : UNICEF notamment). Quel Européen attaché à la démocratie (et aux États-Unis qui permettent la montée d'un Sanders), peut accepter qu'un Président américain lui dise (Paris), qu'il partage les mêmes valeurs ou qu'il faut rester unis (Bruxelles). Unis pourquoi ? Pour continuer les guerres partout dans le monde ? Ou chez soi, après avoir enlevé aux Parlements la prérogative essentielle du contrôle de de la politique budgétaire ? Contre le droit du travail, contre la démocratie économique (privatisation des services publics) ? Contre la Sécu, avancée sans précédent dans toute l'histoire humaine ? Un grand mouvement social pourrait renverser le gouvernement fédéral. ■

**Faire connaissance avec le Parti Communiste ? Envie d'adhérer ?  
Conctez-nous via notre site internet [www.particommuniste.be](http://www.particommuniste.be)**

# Qui est « travailleur » ?

Martin Willems, secrétaire permanent CNE

*Comme tous les quatre ans, en mai 2016, se dérouleront les élections sociales. Dans chaque entreprise du secteur privé de plus de 50/100 travailleurs seront élus – pour autant qu’il y ait des candidats – des représentants du personnel qui siégeront ensuite dans le Comité de Prévention et de Protection au Travail et dans le Conseil d’Entreprise. Avec la délégation syndicale (qui, elle, ne se constitue généralement pas par élection), ce sont les lieux du dialogue social dans l’entreprise. Les représentants du personnel relaient à leur direction les questions, les préoccupations, les suggestions de leurs collègues et examinent les résultats économiques, la politique et les perspectives d’emploi, l’organisation et les conditions de travail.*

En règle générale, à quelques exceptions près, la compétence de ces organes est d’avis préalable. Il doit y avoir discussion avant décision, mais *in fine* c’est toujours la direction qui décide souverainement ce qu’elle fait. Seul le rapport de force (au sens large, il ne s’agit pas que de grève) peut infléchir ce déséquilibre fondamental.

Ces élections sociales forment la base du mouvement syndical. Car, les délégués syndicaux, s’ils sont nommés par l’organisation syndicale, sont néanmoins choisis parmi ceux qui auront été distingués par le suffrage de leurs collègues ; donc aussi des militants qui, au-delà de leur entreprise, siégeront dans les comités et



instances des organisations syndicales, puis au niveau sectoriel et national. C’est aussi le rappel que tout mouvement syndical ne peut venir que de la base, des revendications en entreprise, pour ensuite converger en mouvement sectoriel, puis national et au-delà. Un syndicalisme décrété et imposé de l’extérieur des entreprises n’a pas de sens et aucune légitimité. Ce qui ne veut pas dire qu’il ne faut pas éveiller les consciences. Une grande part du travail de l’organisation syndicale consiste à informer les travailleurs des entreprises où n’existe aucun organe de concertation, sur les possibilités offertes par ces organes et l’importance de la participation organisée des travailleurs.

## Tous les travailleurs n’ont pas le droit à la représentation dans l’entreprise

Le processus des élections sociales est l’occasion de mettre sur la table certaines questions fondamentales. Notamment, lorsqu’il s’agit de compter le nombre de travailleurs pour en déduire le nombre de représentants du personnel, de se poser la question de savoir qui doit réellement être considéré comme un travailleur dans une entreprise

Dans l’entreprise ECONOCOM, par exemple, c’est devenu une politique bien

rodée que de proposer (avec insistance parfois) à des salariés de passer sous statut de travailleur indépendant. D’abord limitée aux couches supérieures de l’organigramme, la pratique touche maintenant tous les niveaux de fonction.

La multiplication du statut d’indépendant à des postes dont l’indépendance est totalement factice est un réel cheval de Troie contre le droit du travail. Car à l’indépendant ne s’appliquent ni les règles qui protègent les travailleurs salariés (par exemple, pas de sursalaire en cas d’heure supplémentaire, pas de possibilité de déposer plainte en cas de harcèlement), ni les droits en matière de dialogue social. Les indépendants ne comptent pas pour les élections sociales. Cela a pour résultat que dans cette entreprise de largement 700 travailleurs, les organes de concertation sociales sont dimensionnés comme pour une entreprise de 101 à 500 travailleurs. Recours a été fait au tribunal du travail, qui a choisi de ne pas se lancer dans une interprétation innovante de la loi, pour se contenter de considérer comme travailleurs les seuls salariés. Et pourtant, ces « indépendants », ne sont-ils pas des travailleurs comme les autres, liés comme les autres au bon vouloir de l’entreprise et exploités au maximum par celle-ci, sans d’ailleurs aucune marge de manœuvre en

termes de diversification de leur clientèle ou en termes de facturation ? Ces « indépendants » ne sont-ils pas, tout autant que les autres, intéressés par les questions d'organisation du travail, par le bien-être au travail, par les résultats économiques de l'entreprise ? À suivre cette interprétation traditionnelle de la loi, on en arrivera à ne plus avoir assez de salariés pour justifier l'existence d'organes de concertation, dans une entreprise de pourtant plusieurs centaines de travailleurs.

Il faut choisir : soit on reste sur la vision traditionnelle que seuls les salariés sont des travailleurs, mais alors on interdit les prestations sous d'autres statuts, soit on accepte ceux-ci, mais on les reconnaît aussi comme des travailleurs.

### **Le statut d'indépendant : laminer le droit du travail sans en avoir l'air**

On ne peut que constater le laxisme des pouvoirs publics en la matière. Aujourd'hui, d'évidence, rien ne s'oppose à ce que n'importe quel poste de travail soit occupé par un travailleur sous statut indépendant. Et, de facto, cela crée deux classes de travailleurs : ceux à qui s'applique le droit du travail, et les autres. Pour ces derniers, pas de congé de maternité ou de paternité, pas de couverture en cas d'accident du travail par l'assurance de son « donneur d'ordre », pas de revenu garanti en cas de maladie, pas de 13ème mois ni de congés payés, pas de limite à la durée du travail, pas de sursalaire en cas d'heures supplémentaires, pas de représentation syndicale, etc. Pas besoin de faire un dessin pour comprendre que pour le patronat, c'est le deuxième groupe qui est celui de l'avenir. Déjà on constate sans peine, en feuilletant les offres d'emploi, que nombre d'entreprises vous proposent de vous engager ... sous statut indépendant ou freelance. Ce qui est évidemment contradictoire dans les termes. D'indépendance il n'y en a pas vraiment puisque ces travailleurs n'ont aucune marge en termes de facturation, qu'ils ne vendent pas un service (qu'ils pourraient faire prester par un autre) mais vendent leur propre personne, que la possibilité de pouvoir travailler pour d'autres clients est le plus souvent illusoire et qu'ils ne choisissent de manière autonome ni leurs horaires de travail ni leurs périodes de congé.

Sans grande réforme du droit du travail et sans contestation sociale, on en arrive à mieux encore que ce qui est projeté en France avec la réforme du droit du travail : faire purement et simplement disparaître toutes les protections du droit du travail et transformer en antiquité bonne pour le musée la sécurité sociale. En effet, dès lors que de plus en plus de travailleurs n'en bénéficieront plus, elle perdra de sa légitimité aux yeux du public, pour devenir un instrument encombrant qui ne bénéficierait plus qu'à quelques « privilégiés ». Le même sort attend les organisations syndicales si elles ne savent pas s'ouvrir aux autres formes de mise au travail.

### **L'illusion de la liberté contractuelle et le mythe de l'auto-entrepreneur**

Certains objecteront que ces travailleurs ont choisi ce statut et ont signé un contrat en ce sens. C'est comme prétendre que les réfugiés syriens choisissent de migrer. C'est techniquement correct, sauf qu'il n'y a pas vraiment d'autre choix si on veut s'en sortir. Et il y a le chant des sirènes. Certes le statut de salarié, avec sa subordination inhérente, n'est pas la perspective la plus séduisante. On peut être à juste titre attiré par le principe d'être son propre patron. Sauf

que pour la plupart des nouveaux indépendants, ce n'est qu'un mythe. Et pour prix de ce mythe de liberté, on vous astreint à la servitude la plus déréglée.

Le patronat ne pourra pas transformer tous les salariés en « indépendants ». Mais il y a fort à parier qu'on entendra très vite les patrons des secteurs où, pour des raisons techniques, cette forme de travail ne peut pas être industrialisée, venir pleurer en demandant des compensations et de nouvelles dérégulations pour rester compétitifs face ... au travail indépendant. La multiplication des travailleurs sous statut indépendant malgré leur subordination manifeste tire et va inévitablement tirer encore plus dans le sens d'un détricotage des droits du travailleur. Déjà on parle d'un statut hybride. Si certains, comme moi, rêvent d'octroyer aux indépendants subordonnés les mêmes droits que les salariés, pour d'autres il s'agit plutôt de retirer aux travailleurs salariés les droits qui les distinguent des indépendants.

Il s'agit ici d'un combat majeur des prochaines années en termes de droits des travailleurs. Et il est temps que tous commencent à s'en rendre compte : syndicats, inspection du travail... et Justice. ■

### **Brève – procès des 5 du SETCa**

En septembre 2010, les cinq permanents syndicaux du secteur industrie (et services) du SETCa BHV ont été soi-disant « licenciés », pour faute grave, par la direction nationale du SETCa. Cela pour avoir tenté de susciter un débat sur un projet que nourrissaient les « managers » du SETCa fédéral ... avec les biens immobiliers du SETCa BHV. Ils ont été accusés d'insubordination, d'obstruction systématique et même d'atteinte à l'honorabilité du président ; toutes plaintes qu'on imaginerait plutôt sorties de la bouche d'un patron outré qu'on ose demander des comptes. En janvier 2014, le tribunal du travail a donné raison sur toute la ligne aux permanents « licenciés » : prétendre que leur attitude aurait été une faute grave, serait nier le principe même de la concertation sociale ; les moyens utilisés ont été abusifs et les dirigeants n'avaient pas le pouvoir de licencier ces permanents... résultat, leur licenciement doit être considéré comme inexistant.

Les dirigeants du SETCa fédéral ont interjeté appel. Les plaidoiries à la Cour ont eu lieu ces 1<sup>er</sup> et 8 mars. Mais le juge a estimé nécessaire de prévoir une troisième audience de questions et réponses, qui se tiendra ce 31 mai.

Le plus ahurissant dans ce procès, c'est sans aucun doute que les dirigeants du SETCa fédéral se réfugient derrière l'absence de personnalité juridique de l'organisation syndicale. Ils ont été assignés en nom propre, en qualités de président, vice-présidente et secrétaire général, mais selon eux ils n'ont pas qualité pour répondre en justice de leurs actes. Pourtant, lorsqu'il s'agissait de patrimoine et de gros sous, ils prétendaient avoir tous les pouvoirs, et quiconque les contredisait était aussitôt écarté. À l'heure où les forces de droite tentent de décrédibiliser les organisations syndicales et de leur imposer la personnalité juridique pour mieux contrer tout mouvement social, c'est jouer avec le feu et donner le bâton pour abattre le syndicalisme.

# Amérique latine : fin d'un cycle ou épuisement du post-néolibéralisme ?

François Houtart

***L'Amérique latine fut l'unique continent où des options néolibérales furent adoptées par plusieurs pays. Après une série de dictatures militaires, appuyées par les États-Unis et porteuses du projet néolibéral, les réactions ne se firent pas attendre. Le sommet fut le rejet en 2005 du Traité de Libre Echange avec les États-Unis et le Canada, fruit d'une action conjointe entre mouvements sociaux, partis politiques de gauche, ONG et Églises chrétiennes.***

Les nouveaux gouvernements au Brésil, Argentine, Uruguay, Nicaragua, Venezuela, Equateur, Paraguay et Bolivie, mirent en place des politiques rétablissant l'État dans ses fonctions de redistribution de la richesse, de réorganisation des services publics, surtout l'accès à la santé et à l'éducation et d'investissements dans des travaux publics. Une répartition plus favorable des revenus des matières premières entre multinationales et État national (pétrole, gaz, minerais, produits agricoles d'exportation) fut négociée et la bonne conjoncture, pendant plus d'une décennie, permit des rentrées appréciables pour les nations concernées.

Parler de la fin d'un cycle introduit l'idée d'un certain déterminisme historique, suggérant l'inévitabilité d'alternances de pouvoir entre la gauche et la droite, notion inadéquate si le but est de remplacer l'hégémonie d'une oligarchie par des régimes populaires démocratiques. Par contre, une série de facteurs permettent de suggérer un épuisement des expériences post-néolibérales, en partant de l'hypothèse que les nouveaux gouvernements furent post-néolibéraux et non post-capitalistes.

Évidemment, il serait illusoire de penser que dans un univers capitaliste, en pleine crise systémique et par conséquent particulièrement agressif, l'instauration d'un socialisme « instantané » soit possible. Il existe d'ailleurs des références historiques à ce sujet. La NEP (Nouvelle Politique Économique) dans les années 20 en URSS, en est un exemple, à étudier de façon critique. En Chine et au Vietnam, les réformes de Deng Xio Ping ou du *Doi Moi* (rénovation) expriment la conviction de l'impossibilité de développer les forces productives, sans passer par la loi de la valeur, c'est-à-dire par le marché (que l'État est censé réguler). Cuba adopte, de manière lente, mais sage, des mesures destinées à dynamiser le fonctionnement de l'économie, sans perdre les références fondamentales à la justice sociale et au respect de l'environnement. Se pose donc la question des transitions nécessaires.

Le projet des gouvernements « progressistes » de l'Amérique latine de reconstruire un système économique et politique capable de réparer les effets sociaux désastreux du néolibéralisme, n'était pas une tâche facile. Rétablir les fonctions sociales de l'État supposait une reconfiguration de ce dernier, toujours dominé par une administration conservatrice peu à même de constituer un instrument de changement. Dans le cas du Venezuela, c'est un État parallèle qui fut institué (les missions) grâce aux revenus du pétrole. Dans les autres, de nouveaux ministères furent créés et les fonctionnaires progressivement renouvelés. La conception de l'État qui présida au processus fut généralement centralisatrice et hiérarchisée (importance d'un leader charismatique) avec tendance à instrumentaliser les mouvements sociaux, le développement d'une bureaucratie souvent paralysante et aussi l'existence de la corruption (dans certains cas sur une grande échelle).

## **Avantager les pauvres sans vraiment affecter les puissants**

La volonté politique de sortir du néo-libéralisme eut des résultats positifs : lutte efficace contre la pauvreté pour des dizai-

nes de millions de personnes, meilleur accès à la santé et à l'éducation, investissements publics dans les infrastructures, bref une redistribution au moins partielle du produit national, fortement accru par l'accroissement des prix des matières premières. Il en résultait des avantages pour les pauvres, sans pour autant affecter sérieusement les revenus des riches. S'ajoutèrent à ce panorama des efforts importants en faveur de l'intégration latino-américaine, créant ou renforçant des organismes tels que le Mercosur, réunissant une dizaine de pays de l'Amérique du Sud, UNASUR, pour l'intégration du Sud du continent, la CELAC pour l'ensemble du monde latin, plus les Caraïbes et enfin l'ALBA, avec une dizaine de pays à l'initiative du Venezuela

Il s'agissait, en l'occurrence, d'une perspective de coopération tout à fait nouvelle, non de compétition, sinon de complémentarité et de solidarité car, en effet, l'économie interne des pays « progressistes » resta dominée par le capital privé, avec sa logique d'accumulation, surtout dans les secteurs de l'extraction pétrolière et minière, des finances, des télécommunications et du grand commerce et avec son ignorance des « externalités », c'est-à-dire des dommages écologiques et sociaux. Cela provoqua des réactions grandissantes de la part de plusieurs mouvements sociaux. Les moyens de communication sociale (presse, radio, télévision) restèrent en grande partie entre les mains du grand capital national ou international, malgré des efforts de rectifier une situation de déséquilibre communicationnel (TeleSur et lois nationales sur les communications).

Le modèle de développement s'inspira du « développementisme » (*desarrollismo*) des années 60, lorsque la Commission Économique pour l'Amérique latine de l'ONU (CEPAL), proposa de substituer les importations par une production interne accrue. Son application au XXI<sup>e</sup> siècle, dans une conjoncture favorable des prix des *commodities*, jointe à une perspective économique centrée sur l'accroissement de la production et à une conception

redistributrice du revenu national sans transformation fondamentale des structures sociales (absence notamment de réforme agraire) déboucha sur une « reprimarisation » des économies latino-américaines et une dépendance accrue vis-à-vis du capitalisme de monopole, allant même jusqu'à une désindustrialisation relative du continent.



Le projet se transforma peu à peu en une modernisation acritique des sociétés, avec des nuances selon les pays, certains, comme le Venezuela accentuant la participation communale. Cela déboucha sur une amplification des classes moyennes consommatrices de biens extérieurs. Les mégaprojets furent encouragés et le secteur agricole traditionnel abandonné à son sort pour privilégier l'agro-exportation destructrice des écosystèmes et de la biodiversité, allant même jusqu'à mettre en danger la souveraineté alimentaire. Nulles traces de véritables réformes agraires. La diminution de la pauvreté par des mesures surtout assistentielles (ce qui fut aussi le cas des pays néolibéraux) ne réduisit guère les distances sociales, qui restent les plus élevées du monde.

On peut évidemment se demander s'il était possible de faire autrement. Une révolution radicale aurait provoqué des interventions armées et les États-Unis disposent de tout l'appareil nécessaire à cet effet : bases militaires, alliés dans la région, déploiement de la 5<sup>e</sup> flotte autour du continent, renseignements par satellites et avions awak et ils ont prouvé que des interventions n'étaient pas exclues : Santo Domingo, baie des Cochon à Cuba, Panama, Grenade. Par ailleurs, la force du capital de monopole est telle, que les accords passés dans les domaines pétroliers, miniers, agricoles, se transformèrent très vite en de nouvelles dépendances. Il

faut y ajouter la difficulté de mener des politiques monétaires autonomes et les pressions des organismes financiers internationaux, sans parler de la fuite des capitaux vers les paradis fiscaux, comme l'ont montré les *Panama Papers*.

### Moderniser, redistribuer dans un cadre où le court terme semble hégémonique

Par ailleurs, la conception du développement des leaders des gouvernements « progressistes » et de leurs conseillers était nettement celle d'une modernisation des sociétés, en décalage avec certains acquis contemporains, tels que l'importance du respect de l'environnement et de la possibilité de régénération de la nature, une vision holistique de la réalité, base d'une critique de la modernité absorbée par la logique du marché, l'importance du facteur culturel. Curieusement, les politiques réelles se développèrent en contradiction avec certaines constitutions tout à fait innovatrices dans ces domaines (droit de la nature, « bien vivre »).

Les nouveaux gouvernements furent bien accueillis par les majorités et leurs leaders plusieurs fois réélus avec des scores électoraux impressionnants. En effet, la pauvreté avait réellement diminuée et les classes moyennes avaient doublé de poids en quelques années. Il y avait donc un véritable appui populaire. Il faut enfin ajouter aussi que l'absence d'une référence « socialiste » crédible, après la chute du mur de Berlin, n'incitait guère à présenter un autre modèle que post-néolibéral. L'ensemble de ces facteurs font penser qu'il était difficile, objectivement et subjectivement, de s'attendre à un autre type d'orientation.

Cela explique une rapide évolution des contradictions internes et externes. Le facteur le plus spectaculaire fut évidemment les conséquences de la crise du capitalisme mondial et notamment de la chute, partiellement planifiée, des prix des matières premières et surtout du pétrole. Le Brésil et l'Argentine furent les premiers pays à en connaître les effets, mais suivirent rapidement le Venezuela et

l'Équateur, la Bolivie résistant mieux, grâce à l'existence de réserves importantes de devises. Cette situation affecta immédiatement l'emploi et les possibilités de consommation de la classe moyenne. Les conflits latents avec certains mouvements sociaux et une partie des intellectuels de gauche, firent surface. Les défauts du pouvoir, jusqu'alors supportés comme le prix du changement et surtout dans certains pays, la corruption installée comme partie intégrante de la culture politique, provoquèrent des réactions populaires.

La droite s'empara évidemment de cette conjoncture pour mettre en route un processus de reconquête de son pouvoir et de son hégémonie. Faisant appel aux valeurs démocratiques qu'elle n'avait jamais respecté, elle réussit à récupérer une partie du corps électoral, notamment en accédant au pouvoir en Argentine, en conquérant le parlement au Venezuela, en remettant en question le système démocratique du Brésil, en s'assurant des majorités dans les villes en Équateur et en Bolivie. Elle essaya de profiter de la déception de certains secteurs, notamment des indigènes et des classes moyennes. Appuyée également par de nombreuses instances nord-américaines et par les moyens de communication en son pouvoir, elle s'efforça de surmonter ses propres contradictions, notamment entre les oligarchies traditionnelles et les secteurs modernes.

En réponse à la crise, les gouvernements « progressistes » adoptèrent de plus en plus de mesures favorables aux marchés, au point que la « restauration conservatrice » qu'ils dénoncent régulièrement, s'introduit subrepticement à l'intérieur d'eux-mêmes. Les transitions deviennent alors des adaptations du capitalisme aux nouvelles demandes écologiques et sociales (un capitalisme moderne) et non des pas en avant vers un nouveau paradigme postcapitaliste (réforme agraire, soutien à l'agriculture paysanne, fiscalité mieux adaptée, autre vision du développement, etc.).

Tout cela ne signifie pas la fin des luttes sociales, au contraire. La solution se situe dans le regroupement des forces de changement, à l'intérieur et à l'extérieur des gouvernements, sur un projet à redéfinir et la reconstruction de mouvements sociaux autonomes aux objectifs centrés sur le moyen et long terme. ■

# Le cas ESB à Seraing ou comment programmer la mort de l'industrie

Freddy Visconti

***Vous avez certainement vu à la TV les images des violences ouvrières à l'usine ESB (Engineering Steel Belgium) de Seraing. Des gens ont été choqués par les images et se sont demandé comment de tels faits étaient possibles? Mais une fois la TV éteinte, la réflexion revient. Nous ne sommes pas retombés d'un coup à l'époque du « machinisme » du XIX<sup>e</sup> siècle où les travailleurs en révolte brûlaient les châteaux et saccageaient les entreprises, se faisant fusiller par la gendarmerie, comme à Roux (Charleroi) en 1886. Non, les ouvriers en colère n'ont pas touché l'outil (leur outil) mais les bureaux de la direction. Ils ne sont pas fous et espèrent encore la survie de leur entreprise. Les médias affamés de scoops sanglants nous ont aussi passé en boucle l'histoire de ce malheureux ouvrier qui a voulu se suicider. Il y a 10 ans qu'il travaillait à ESB. Pour comprendre ce qui a amené à cette révolte et presque à la mort d'un homme, nous allons brièvement parcourir l'histoire de cette entreprise.***

Fondée en 1972 par Cockerill, l'aciérie électrique a été reprise par Tubemeuse, puis en 1995, par le groupe américain

ELLWOOD et en 2009, par le groupe allemand Georgsmarienhütte (GmbH). En décembre 2014, GmbH cède l'outil au groupe Luxembourgeois REM (aujourd'hui Green Elephant). En juillet 2003, ELLWOOD veut licencier 50% du personnel suite à l'introduction d'un système de travail de 12h par nuit, 3 jours semaine (l'électricité est moins chère la nuit). Les syndicats demandent une rencontre mais la direction refuse et les Ministres Régionaux Kubla et Marcourt font la sourde oreille aux cris d'alarme de la FGTB. Après 3 semaines de grève, une manifestation à Seraing et de difficiles négociations, le résultat sera de 12 prépensons et 12 départs volontaires avec prime. En septembre 2006, un grave accident se produit causant 3 blessés et tuant un ouvrier. Une aciérie électrique est un outil dangereux à manipuler, le métal à 1500° est « vivant », il réagit ! L'enquête de l'Auditorat du Travail pointe les conditions de travail en vigueur chez ESB.

**La spéculation capitaliste est incompatible avec l'environnement**

Le manque d'investissements chronique fait que l'entreprise n'a pas été adaptée aux nouvelles normes environnementales, causant la mise à l'index de plus en plus nette de l'entreprise pour sa pollution sonore et ses rejets de poussière massifs. En 2008, la commune de Seraing menace d'arrêter la production d'acier si ESB ne s'engage pas à faire des travaux de dépoussiérage et de lutte contre le bruit. En octobre, la direction remet un plan de réduction des nuisances et des fumées. Surprise, en janvier 2009, ELLWOOD revend l'entreprise à Georgsmarienhütte (GmbH), un holding allemand qui contrôle 54 entreprises dans l'acier et l'énergie. La nouvelle direction procède à certains investisse-

ments de dépollution sonore pour faire lever l'interdiction de produire la nuit. En septembre 2010, un ouvrier est grièvement brûlé (3<sup>e</sup> degré) par de l'acier en fusion. Sa vie ne fut pas en danger mais il restera handicapé à vie. Un an plus tard, une explosion cause 2 blessés et des dégâts importants. De nombreux incidents et accidents (dont plusieurs incendies) démontrent l'état déplorable des installations et du manque de sécurité. En mars 2011, la saga environnementale reprend de la vigueur. Le Bourgmestre confirme qu'ESB ne respecte pas ses engagements mais qu'il craint pour les emplois. Le Commune relance ses menaces d'interdiction de production ce à quoi la direction répond qu'elle a jusqu'en 2012 pour se mettre aux normes.

**Nationaliser une entreprise**

**n'est pas un crime**

**mais un acte de survie**

En juin 2011, la direction d'ESB annonce que pour réduire les pollutions (notamment placer un nouveau dépoussiéreur, les travaux se feront effectivement en 2012), il faudra un investissement de 22 millions. Elle envisage de doubler ses capacités et de créer des emplois. En juin 2014, coup de tonnerre, la direction annonce son intention d'arrêter la production d'acier à ESB et de ne garder que des activités de gestion de mitrailles. Coût social : 185 emplois. La procédure Renault est engagée. La direction fait état d'une perte cumulée de 63 millions due notamment aux investissements de dépollution. En juillet 2014, la direction ouvre une période de chômage économique de longue durée pour le personnel. En dehors du personnel d'entretien qui assume le maintien de l'outil, les ouvriers de production chôment 4 semaines sur 5 et ont un complément patronal. Rappelons que pour le patron, un chômeur économique ne coûte que 25% du salaire, le reste étant versé par la collectivité (le chômage), la revente des quotas de CO2 compense largement la part patronale.

## Un long marché de dupes

Au mois d'août, les experts de la SOGÉPA déclarent qu'une reprise est possible avec un investissement de 20 millions pour améliorer la productivité. En septembre, la direction dit qu'il faudra un investissement plus gros et qu'elle ne veut pas le faire. Un repreneur, par contre, l'intéresserait pour se désengager de ses obligations environnementales. Elle veut bien vendre ESB pour l'euro symbolique ! En octobre, la phase 1 de la procédure Renault est clôturée. La direction a refusé toutes les propositions alternatives des syndicats et de la SOGÉPA. En novembre 2014, la direction présente un plan social au minimum légal.

Les syndicats s'énervent devant le peu de respect des travailleurs. En décembre, devant la mauvaise volonté de la direction, un conflit démarre. Elle recule et augmente même le budget de l'enveloppe sociale !? Mais fin décembre, retournement de situation, GmbH annonce qu'il a un repreneur et la procédure Renault est arrêtée au grand soulagement des travailleurs. Début janvier 2015, le repreneur REM s'annonce. C'est un holding financier spécialisé dans le charbon, le bois et la pâte à papier. Il cherche des créneaux de rentabilité financière. REM s'engage à redémarrer les installations dans les 3 mois et promet de livrer un plan industriel. En avril, un business plan est rentré à la SOGÉPA. En juillet 2015, REM promet tout et n'importe quoi. Il propose même de racheter la cokerie de Cockerill, Ringmills, de créer une centrale biomasse et de créer 400 nouveaux emplois. Le plan d'investissement est de 117 millions sur 3 ans. C'est le bonheur quoi !

Hélas, il y a un hic ! Les syndicats et la SOGÉPA qui ont analysé le plan industriel le trouvent un peu léger et posent une série de questions qui resteront sans réponse. En plus, REM (devenu Green Elephant) exige que la Région Wallonne mette 100 millions sur la table et reporte sans cesse le redémarrage de l'aciérie. En février 2016, la FGTB en a ras le bol et dénonce la non-réac-

tion de l'actionnaire qui ne répond pas aux interpellations. Du coup, Green Elephant annonce un redémarrage pour avril à condition que la Région Wallonne accorde le prêt de 100 millions. La Région s'inquiète de ces reports de démarrage et de leur manque de raisons. Elle déplore que l'actionnaire n'ait



donné aucune information permettant d'analyser le projet qui comporte de nombreuses zones d'ombre selon la SOGÉPA. En mars 2016, les syndicats craignent que les promesses de Green Elephant ne soient que de la poudre aux yeux. Ils commencent à soupçonner l'actionnaire précédent, GmbH, d'avoir refilé ESB à REM pour ne pas avoir à assumer un plan social et la dépollution du site. Green Elephant annonce une reprise de la production pour le 23 mai (pour la 6<sup>e</sup> fois en un an et demi).

### La violence patronale

Le 12 avril 2016, la direction annonce qu'il n'y plus d'argent dans la caisse et que les salaires de mars ne seront pas payés !!! Retenez que si un travailleur n'est pas payé pour ses prestations, il n'a pas droit au chômage. Les travailleurs en colère séquestrent les 3 directeurs. Dans l'après-midi, la banque CBS octroie un crédit-pont et les syndicats négocient pour le paiement des salaires de mars. Mais les travailleurs révoltés, conscients du point auquel ils ont été trompés en viennent aux mains avec les directeurs. La brigade anti-émeute vient libérer les directeurs. Les travailleurs se retrouvent seuls sur le site avec ce constat : le repreneur n'a, *in fine*, ni plan industriel, ni argent pour faire fonctionner l'entreprise. La rage et la hargne reprennent le pas sur la résigna-

tion et la nuit, les travailleurs s'acharment sur le bâtiment administratif, symbole de la destruction de leur entreprise par ce repreneur fantoche. Le stress est tellement violent qu'un travailleur veut se pendre dans l'usine, un délégué présent l'en empêche de justesse. La direction annonce que les travailleurs seront payés le 14 avril mais elle n'a pas donné l'aval au service social pour effectuer ce paiement et elle ne répond plus aux appels de la comptabilité. Le 13 avril, la Région Wallonne, le Bourgmestre et les syndicats se réunissent pour trouver une solution pour payer les salaires et envisager des actions en justice contre Green Elephant et GmbH. Dans le même temps, on apprend dans la presse que la CGT et la Région du Nord de la France ne veulent plus entendre parler du holding sachant que ce sont des margoulin. En effet, Green Elephant a déjà commis ce genre de méfaits dans plusieurs entreprises de la région, comme lors du rachat d'Akers à Thionville. On peut pourtant se demander comment l'enquête de la SOGÉPA n'a pas permis de voir à qui elle avait affaire, malgré tous les signaux d'alarme ??? Autant on sait contrôler les chômeurs, les travailleurs, autant on ne sait pas empêcher des margoulin de piller les caisses et de faire payer la collectivité. Dans le dossier sidérurgie, la responsabilité du Parti Socialiste est énorme, de l'abandon sauvage des Forges de Clabecq, aux magouilles avec Duferco qui ferme Carsid et à la fermeture honteuse de ce magnifique outil qu'était Cockerill !!! Le Ministre Marcourt a lui joué un rôle démoralisant en faisant des annonces chocs et des promesses non tenues comme le décret d'expropriation (qui aurait pu sauver une série d'entreprises) abandonné sous prétexte que les autres membres du gouvernement wallon ne l'ont pas soutenu. Le PS fait pourtant plus de 30% des voix. Il aurait pu mener la bagarre pour faire voter ce décret. Les travailleurs wallons l'auraient soutenu !

Les syndicats ne doivent plus écouter le chant des « sirènes » roses ou bleues, ils doivent s'appuyer sur la force des travailleurs pour faire respecter leurs droits. Nationaliser une entreprise n'est pas un crime mais un acte de survie. Et en ce qui concerne les moyens financiers pour faire tourner les outils, le scandale des Panama Papers nous montre où nous pourrions trouver ces moyens ! ■

# ELECTIONS USA : L'imagination aux primaires

Jean Bricmont\*

*Ce serait une nouvelle ironie de l'histoire si le vote des afro-américains en faveur d'Hillary Clinton, en faisant perdre Sanders, menait à l'élection de Trump. Qui aurait pu imaginer qu'une révolte contre l'establishment aurait lieu dans un pays où, d'après les «experts», la crise économique est dépassée depuis longtemps et qui est de loin la première puissance militaire au monde? Pourtant, cette révolte a lieu et elle a un double visage : d'un côté avec Sanders chez les démocrates et de l'autre part avec Trump chez les républicains, l'un et l'autre rejetés par la direction de leurs partis. Soulignons que Sanders a toujours été élu comme indépendant dans son Etat du Vermont et non comme démocrate et que Trump n'a pas toujours été républicain.*

Du côté démocrate, le « Super Tuesday », qui est le premier vote des primaires impliquant un grand nombre d'états (11), a été très favorable à la candidate du parti, Hillary Clinton (surnommée « *Killary* » du fait de son goût pour les guerres). Mais Sanders a plus ou moins limité les dégâts, en remportant une série d'autres élections. Mais il a lourdement perdu dans les États du Sud, États qui élisent un grand nombre de délégués. Si on ajoute à cela les super-délégués, qui ne sont pas élus dans les primaires mais

sont des membres importants du parti (représentants, sénateurs etc.) qui ont droit de vote lors de la convention et sont presque tous acquis à Clinton, on voit mal comment Sanders pourrait l'emporter au final. Mais il dispose encore de certains atouts : il pourrait encore emporter certains Etats, il a accumulé énormément d'argent pour sa campagne, même s'il s'agit de «petits dons» (Clinton étant plutôt financée par les banques et grandes entreprises) et il faut souligner qu'il «sort de nulle part», étant seulement un élu d'un petit Etat du Nord, le Vermont, et qu'il était pratiquement inconnu avant le début de la campagne, alors que Clinton a été pendant huit ans «première dame» et ensuite, sous Obama, secrétaire d'État. Ajoutons à cela que Sanders se présente comme «socialiste» (certes «démocrate», mais quand même) dans un pays où la foi dans le capitalisme est presque une religion d'État (au moins jusque récemment). Par conséquent, le simple fait que Sanders puisse apparaître comme une menace pour Clinton est déjà un signe d'un changement profond et d'une insatisfaction des «masses» face aux élites.

Il y a néanmoins plusieurs paradoxes dans ces primaires. Tout d'abord, le vote massif des Afro-Américains en faveur de Clinton dans le Sud, a effectivement fonctionné et c'est ce facteur qui assure sa victoire sur Sanders. Mais pourquoi les Afro-Américains votent-ils pour elle ? Est-ce que les soins de santé universels et l'éducation supérieure gratuite que promet Sanders sont mauvais pour les Afro-Américains ? Pourquoi préférer la femme d'un président qui a fait incarcérer un grand nombre d'Afro-Américains et qui en a réduit beaucoup d'autres à la misère avec sa réforme du « *welfare* » à quelqu'un qui était arrêté par la police lors de manifestations pour les droits civiques (de surcroît à une époque où Clinton soutenait la droite républicaine) ? En fait, on est passé depuis les années 60 de la lutte des classes à la lutte entre communautés représentant des «identités» différentes

La réponse à ce paradoxe a un nom : la politique de l'identité, qui est supposée être la grande innovation de la «nouvelle gauche»; celle de la lutte en défense des femmes, des homosexuels, des noirs et immigrés et en général des minorités. Mais alors que la lutte des classes peut en principe se terminer par des transformations sociales radicales, il n'y aura jamais de fin aux conflits identitaires, à moins d'en faire disparaître certaines, ce qui reviendrait à un massacre. Ainsi, la politique de l'identité peut se prétendre progressiste, *mais elle est en fait profondément réactionnaire* puisqu'elle ne propose aucune solution concrète et encore moins globale aux injustices propres au système, notamment celle des grandes inégalités sociales.

## Le rôle des élites des minorités dans les succès de Clinton

Mais il y a pire. Si, après un débat démocratique, les Afro-Américains décidaient de voter pour le candidat qui défend au mieux leurs intérêts spécifiques, on pourrait approuver. Mais alors le choix se porterait sans doute sur Sanders et ce n'est pas ainsi que cela se passe. Si on en croit Glen Ford, l'un des meilleurs commentateur politiques afro-américains, ce sont les dirigeants de la communauté afro-américaine qui sont simplement achetés ou, si on veut, cooptés par la direction du parti démocrate et qui ensuite disent à leurs ouailles comment voter (le mot « ouaille » n'étant pas si mal choisi, puisqu'il y a aussi bon nombre de pasteurs dans ces « dirigeants »).

Autrefois, les mouvements socialistes et communistes incitaient les travailleurs à voter en fonction de leurs intérêts de classe et non pas « comme leurs curés » ou « comme leur dirigeants communautaires ». Un des miracles accomplis par la nouvelle gauche, à travers la politique de l'identité, a été en pratique de transformer cette attitude en son exact opposé. La politique de l'identité a également permis de tuer le débat démocratique. En effet, comme les citoyens ne sont (heureusement !) pas enregistrés comme

\* Physicien et essayiste

Afro-Américains, juifs, musulmans, etc., il n'y a pas de parlements communautaires avec une majorité et une opposition et il n'y a pas de vote démocratique possible pour élire les dirigeants communautaires. Par conséquent, ces dirigeants sont nécessairement autoproclamés, mais une fois qu'ils le sont, ils peuvent jouer sur les sentiments identitaires pour exercer un pouvoir considérable.

Dans le cas des Afro-Américains, les dirigeants qui ont soutenu Clinton, puis Obama et désormais Hillary Clinton se voient comme des «faiseurs de rois» et prétendent que ce statut leur permet d'obtenir des avantages pour leur communauté. Que cela leur rapporte des avantages personnels ne fait aucun doute. Mais qu'en est-il de leur communauté ? Le principal problème des Afro-Américains sont les politiques sociales régressives qui sont menées par tous les présidents qu'ils ont soutenus et auxquelles seul Sanders s'oppose (du moins dans son programme). Evidemment, la politique de l'identité joue aussi du côté «féministe». Madeleine Albright, qui est une des rares dirigeantes américaines qui soit pire que Clinton en matière de politique étrangère a déclaré qu'il y avait une « *place spéciale en enfer* » pour les femmes qui n'aidaient pas d'autres femmes (c'est-à-dire qui ne votent pas pour Hillary).

Un autre argument des dirigeants afro-américains pro-Clinton est que seule elle peut battre le candidat républicain (qui, dans le Sud, est aussi le candidat des blancs). Mais ce n'est pas du tout évident. Il est vrai qu'il est difficile d'imaginer à la Maison Blanche un «socialiste» (qui en réalité, comme le dit Chomsky, est un démocrate New Deal bon ton) d'origine juive (mais relativement modéré en ce qui concerne Israël) et probablement athée (interrogé sur ses croyances religieuses, il a immédiatement dévié la discussion sur la question de la justice économique). Dans un pays très chrétien comme les Etats-Unis, ces deux derniers aspects peuvent jouer contre Sanders et Clinton met souvent en avant sa « foi », ce qui n'est sans doute chez elle qu'une hypocrisie de plus.

### Clinton ou le néo-conservatisme à la sauce démocrate

Mais Clinton a aussi beaucoup de points faibles : elle ment sans cesse (et ses mensonges n'ont rien de secret), elle change d'avis en fonction des circonstances et elle a mené une politique étrangère désastreuse, en Irak, en Libye et en Syrie. Elle souhaite une confrontation plus



intense avec la Russie, et elle a aussi soutenu, par exemple, le coup d'état au Honduras en 2009<sup>1</sup>. Beaucoup de gens qui se trouvent en dehors des partis (c'est-à-dire les « indépendants ») ont une opinion très négative de Clinton et les sondages montrent qu'elle réussirait moins bien que Sanders face à Trump. Ce dernier pourra facilement exploiter les faiblesses de Clinton. Étant donné que la plupart des États où Clinton a gagné voteront républicain en novembre, à cause de leur majorité blanche, ce serait une nouvelle ironie de l'histoire si le vote des Afro-Américains en sa faveur, faisant perdre Sanders, menait à l'élection de Trump.

Il faut aussi souligner que les personnalités afro-américaines de premier plan qui soutiennent Sanders ne manquent pas : Harry Belafonte, Spike Lee, Cornel West et bien d'autres. Mais manifestement, ce ne sont pas eux les « dirigeants » que les électeurs afro-américains ont écoutés lors du « Super Tuesday ». La campagne de Sanders est un pas dans la bonne direction – sortir de la politique de l'identité et revenir aux problèmes sociaux-économiques – mais elle souffre de deux problèmes. Le premier est qu'il n'est pas assez critique de Clinton en politique étrangère, celle-ci ayant en plus le culot de se présenter comme expérimentée en la matière. Il critique régulièrement le vote de Clinton en faveur de la guerre en Irak, mais sa critique s'arrête là. Sanders pourrait appe-

ler à couper dans les budgets militaires pour financer ses programmes sociaux, mais il ne le fait pas. Il a soutenu les guerres en Yougoslavie et en Libye, ainsi que l'attaque israélienne contre Gaza (son soutien à Israël est modéré, mais seulement en comparaison avec d'autres candidats) et souhaite que l'Arabie saoudite « se salisse les mains » dans la lutte contre l'État islamique (j'ignorais que l'Arabie saoudite avait les mains propres), ce qui revient presque à demander au pape de lutter contre la religion.

Mais même ainsi, Sanders est de loin préférable à Clinton en politique étrangère, et cela lui a valu un soutien récent et inattendu : celui de Tulsi Gabbard, élue de Hawaï, mais surtout vice *chairwoman* du *Democratic National Committee*, organe dirigeant du parti démocrate, poste dont elle a démissionné afin de pouvoir soutenir Sanders. Gabbard a servi comme militaire en Irak, a vu la guerre de près, ne l'aime pas et c'est précisément pour s'opposer au militarisme de Clinton qu'elle soutient Sanders. Il est dommage que la question cruciale de la guerre et de la paix, sur laquelle une majorité d'électeurs démocrates seraient sans doute plus proches de Sanders que de Clinton n'apparaisse qu'aussi tardivement dans la campagne.

Le deuxième problème de Sanders est celui de la politique électorale. Ce n'est pas en votant tous les quatre ans que les choses vont changer. Les machines des partis et la presse, combinées à la politique de l'identité, sont bien trop fortes et arrivent à contrôler les élections. Ce qu'il faudrait, c'est construire un mouvement de masse, comme lors du New Deal ou de la guerre du Vietnam, qui fasse pression sur les élus, quels qu'ils soient. Sanders a d'ailleurs souligné que sans un tel mouvement il ne pourrait rien faire, même s'il était élu. Malheureusement, il dit aussi qu'il soutiendra Clinton si elle est la candidate démocrate (bien sûr pour faire barrage au « mal absolu », c'est-à-dire au candidat républicain), ce qui risque de tuer dans l'œuf le mouvement qui le porte. Il reste à espérer que ce mouvement continuera au-delà des primaires, avec ou sans Sanders. ■

<sup>1</sup> Voir Diana Johnstone, *Hilary Clinton, la reine du chaos*, Delga Paris, 2015, pour plus détails sur sa politique étrangère.

Cet article a également été publié sur les sites de *Counterpunch* et *Russia Today*.

# Procès Gbagbo : la partialité d'une certaine « justice internationale »

Odile Tobner\*

*Si le procès du président Laurent Gbagbo devait permettre d'asseoir la crédibilité de la cour pénale internationale (CPI), l'affaire semble bien mal engagée tant celui-ci contrevient aux principes les plus basiques d'une justice équitable. Il s'agit manifestement d'écarter définitivement cet homme de la vie politique ivoirienne au prix du détournement d'une instance prétendument vouée à la répression des crimes de masse les plus atroces.*

Les premières réquisitions de la procureure avaient déjà été rejetées comme insuffisamment étayées en dépit d'une longue instruction, ce qui est étonnant s'agissant de crimes contre l'humanité, normalement assez difficiles à dissimuler. Voilà qu'on nous annonce que ce procès devrait durer des années en raison du grand nombre de témoins cités par l'accusation. Laurent Gbagbo sera donc resté détenu sans condamnation pendant près de dix ans.

Autre aberration, l'audition de nombreux témoins se déroulera à huis clos sous prétexte de les protéger. Il est vrai que l'identité de certains, dévoilée par inadvertance, a de quoi surprendre. L'accusation présente ainsi comme victime de pratiques génocidaires un homme blessé lors de la répression de l'assaut des manifestants pro-Ouattara contre la télévision ivoirienne ! Tremble Hollande, tu seras traîné devant la CPI pour la mort de Rémi Fraisse<sup>1</sup> !

<sup>1</sup> Militant écologiste tué en octobre 2014 dans le Tarn par une grenade offensive tirée par un gendarme français.

\* Cet article a été publié précédemment dans le bulletin Billets d'Afrique de l'association Survie.

Plus étonnant encore, l'accusation cite Philippe Mangou, chef d'état-major de l'armée sous Gbagbo et actuel ambassadeur de Côte d'Ivoire au Gabon, ou

rapports d'Amnesty International et de la Fédération internationale des droits de l'homme. L'unique survivant des exécutions sommaires de 2012, qui avait



encore le général Edouard Kassaraté, commandant supérieur de la gendarmerie sous Gbagbo et actuel ambassadeur de Côte d'Ivoire au Sénégal, que seul leur ralliement rapide à Ouattara semble avoir mis à l'abri d'une comparution aux côtés de Gbagbo. Ils sont présentés par la CPI comme des « repentis », relevant à ce titre d'une protection spécifique. Il est cependant rare de voir des criminels repentis protégés au point de représenter leur pays à l'étranger ! Va-t-on produire à grands frais 130 témoins de cette sorte pendant deux ans ?

Ce procès d'opérette aurait de quoi faire rire si, durant ce temps, le sang des victimes de massacres ethniques particulièrement atroces ne demandait justice en vain : plusieurs dizaines massacrées pendant leur sommeil par les milices rebelles à Guitrozon en 2005 ; un millier exterminées par des éléments des forces pro-Ouattara à Duékoué en mars 2011 ; plusieurs centaines de morts et disparus dans le camp de réfugiés de Nahibly en juillet 2012, dans des représailles organisées par les autorités locales, tous massacres documentés par des

témoigné, a été abattu par des militaires ivoiriens en décembre 2013.

Mais de tout cela, les puissances qui financent la CPI, notamment la France, ne veulent pas entendre parler. C'est que ces crimes de masse qui ont endeuillé la Côte d'Ivoire sont à imputer aux milices de la rébellion fomentée contre Gbagbo depuis le Burkina Faso de Blaise Compaoré et installée au pouvoir en avril 2011 par l'armée française. C'est de ce sang que l'apparatchik socialiste et avocat Jean-Pierre Mignard, accusateur de Gbagbo pour le compte de Ouattara à la CPI, tire ses émoluments.

L'épisode le plus récent de cette tragique histoire française éclaire encore davantage ce théâtre d'ombres qu'est le procès Gbagbo. Compaoré, qui a échappé à la justice burkinabè grâce à son exfiltration par l'armée française fin octobre 2014, a reçu de la main de Ouattara, arrivé au pouvoir grâce à lui, la nationalité ivoirienne, qui lui garantit de ne pas être extradé, et donc l'impunité. C'est cela la justice en Françafrique... ■

# Chroniques du temps qui passe

Vladimir Caller

## Recherche de la paix en Syrie et le jeu trouble d'Israël

Le gouvernement d'Israël ne fait pas partie des intervenants à la Conférence de Genève qui discutent et négocient le difficile dossier concernant la situation en Syrie. Cette conférence, appelée « Genève 2 » puisqu'elle prolonge, en quelque sorte, celle qui avait eu lieu, dans la même ville, en juin 2012, a un objectif assez ambitieux. En effet, après l'accord, avec notamment la participation des États-Unis et de la Russie, d'un cessez-le-feu, Genève 2 s'est proposé d'explorer les possibilités d'un accord de paix impliquant les divers protagonistes actifs dans le scénario politique syrien, hormis Daesh et Al-Qaeda.

Visiblement cette perspective de paix ne plaît pas, mais absolument pas à Israël. C'est ainsi qu'il a décidé de tout faire pour assurer son échec, y compris les provocations les plus grossières. C'est ainsi que Benjamin Netanyahu a réuni son Conseil des Ministres non pas à Tel-Aviv comme d'habitude mais au plateau du Golan, territoire syrien illégalement occupé par Israël depuis ladite « Guerre des six jours » de 1967. C'est donc, une première en un demi-siècle d'occupation de ces lieux.

Mais la provocation ne concerne pas seulement les lieux, elle concerne aussi la date ; c'est ainsi que cet allié objectif de Daesh a choisi de le faire le 17 avril, c'est-à-dire à la veille d'une réunion particulièrement délicate de la Conférence Genève 2 destinée à chercher les options conduisant à la fin de la guerre dans ce pays martyr, de manière à mieux la perturber. Poussant son délire provocateur à l'extrême Netanyahu a osé déclarer à cette occasion que « *quoi qu'il arrive cette frontière ne vas pas bouger* » et que le plateau du Golan restera « *pour toujours dans les mains d'Israël* ». Cette déclaration a suscité presque partout des réactions indignées sauf, bien entendu, de la diplomatie française toujours sous la mainmise des puissants intérêts sionistes.

Quelques jours auparavant, dans la nuit du 12 au 13 avril, le « courageux » Premier Ministre israélien pouvait se vanter d'un exploit de ses forces armées. En effet, les forces du Tshal ont détruit des installations civiles destinées à la population palestinienne. Rien de nouveau diront nos lecteurs, sauf que cette fois il s'agissait d'une plaine de jeux pour enfants, parfaitement identifiée comme telle et financée par la Coopération belge, endroit qui semble déranger les autorités de l'autoproclamée « seule démocratie » de la région.

## Au Brésil la lutte des classes à l'ordre du jour

L'excellent article de François Houtart (pages 10 et 11 de cette édition) nous donne la clé pour comprendre ce qui arrive à ces gouvernements latino-américains qui avaient osé défier et leurs propres oligarchies et l'empire du nord, en se proposant d'importantes réformes portant en particulier sur une répartition moins injuste du revenu national, mais sans réellement toucher les piliers de la domination exercée par le capital transnational et leurs fidèles serviteurs domestiques. Réformer, moderniser, redistribuer sans, par exemple, récupérer le contrôle du système financier sur le plan économique et sans obtenir l'adhésion au nouveau projet de l'administration publique sur le plan politique, n'augure en rien la permanence de l'effort. Nous le voyons aujourd'hui au Brésil.

Dilma Rousseff n'est pas attaquée à cause des questions de corruption dont personne n'a pu sortir la moindre preuve contre elle. Ni à cause de la corruption dans son parti dont les preuves ne manquent pas. Dilma (et Lula avant elle) est attaquée parce qu'on ne lui pardonne pas d'avoir pris des mesures en faveur des classes les plus pauvres de la société brésilienne ; pour avoir eu une politique internationale indépendante et solidaire avec les autres expériences progressistes de l'Amérique latine. L'accusation de corruption contre son gouvernement est tellement saugrenue que des simples chif-

fres démolissent cette accusation. Bien sûr que la corruption est un mal endémique au Brésil et en général, en Amérique latine mais ce que les médias ne disent pas – pourtant si répétitifs sur le sujet – c'est que pendant les 12 ans de gouvernement Lula/Dilma, l'agence chargée de la lutte contre la corruption a lancé plus de 2200 enquêtes sur des cas suspects, contre moins de 50 pendant le gouvernement de Cardoso dont le parti est un des activistes du coup d'État en marche. Est-il dès lors étonnant que la gigantesque et millionnaire campagne médiatique anti-Dilma soit ouverte et publiquement



financée par la FISP, c'est-à-dire la Fédération des Industries de Sao Paulo, le syndicat patronal, l'équivalent de notre FEB ? Fait que, bien entendu, les grands médias du monde occultent soigneusement. Comble de l'imposture, il en résulte que les trois personnalités au sommet de l'organisation de la campagne anti-Dilma sont soit en procès pour des faits de corruption (c'est le cas de Miguel Terner, vice-président, censé remplacer Dilma en cas de destitution et d'Edouardo Cunha président du parlement), soit en bonne place parmi les acteurs brésiliens du feuilleton Panama papers (comme Aécio Neves, président du PSD).

En fait, au delà du cas Dilma nous sommes devant un modèle caractérisé par la conjonction du pouvoir de l'argent et des médias, déjà éprouvé en Argentine, destiné à façonner des opinions publiques gérant calomnies et démagogie de manière à les enivrer et les embarquer dans des projets que les politologues américains appellent les "regime change". *Modus operandi* moderne et civilisé pour prévenir ou finir avec toute tentative d'insoumission au système. ■

# Louis Van Geyt nous a quittés

Claude Renard\*



Plus on gravit les échelons du grand âge et plus il faut s'y résigner : les uns après les autres, nos amis nous rappellent que la mort est une triste banalité ; c'est ce qui s'est passé avant qui n'est pas banal, surtout pour certains d'entre eux... En faisant cette réflexion, je pense évidemment d'abord à Louis Van Geyt, décédé récemment, mais aussi à son prédécesseur, Marc Drumaux, et cela pour la simple raison que les mots qui me viennent à l'esprit lorsque j'évoque la forte personnalité de Louis ne diffèrent que très peu de ceux que j'alignai à propos de Marc dans un autre *Drapeau Rouge* daté de novembre 1972. Et pourtant, les deux hommes n'avaient pas grand-chose de commun en dehors de leur attachement au communisme et, précisons-le, au communisme sous ses formes les plus évoluées, lesquelles n'attendaient pas toujours l'eurocommunisme pour se manifester concrètement. Quant à

leurs capacités politiques, elles s'exercèrent avec la même cohérence, mais dans des conditions qui, elles, n'eurent assez vite (presque) plus rien de commun.

Quand Louis Van Geyt accéda à la présidence du P.C.B., sur ma proposition, nul ne pouvait imaginer que le parti allait entrer prochainement dans une phase nouvelle de son histoire, en l'occurrence dans une phase que je qualifierai de terminale, et qu'il en irait ainsi, au demeurant, pour l'ensemble du mouvement communiste international tel qu'on l'avait connu au lendemain de la seconde guerre mondiale et, sous un autre angle, après le XX<sup>e</sup> congrès du P.C.U.S. dénonciateur du stalinisme. Pour évaluer correctement les qualités politiques de Louis Van Geyt, en ce qu'elles avaient de particulier, il convient de prendre en compte cette situation génératrice de difficultés énormes. En effet, il est historiquement exceptionnel que ce genre de situation n'aille point de pair avec une dégradation du prestige politique des personnalités qui y sont impliquées et donc tenues, parfois un peu vite, pour responsables des échecs des organisations ou des mouvements qu'elles représentent. Or, il en va tout autrement en ce qui concerne Louis Van Geyt. Si l'on n'a pas eu la possibilité de le vérifier à son contact, il suffit, pour s'en convaincre, de lire un livre dont la récente parution, peu avant la mort de

l'homme, ne pouvait être plus opportune : *La passion du trait d'union*, de Jean Lemaître (livre incontournable qui fut d'ailleurs abondamment commenté dans un numéro précédent de ce journal). On trouve dans cet ouvrage une illustration convaincante de mon point de vue lorsque l'auteur fait état du succès d'une action pour la paix auquel contribua beaucoup le président d'un parti communiste pourtant en déclin, action qui, en 1983, rassembla 300.000 manifestants à Bruxelles contre la course aux armements, en particulier nucléaires. Contraste d'une rareté saisissante.

En tant que vice-président du parti et président de son aile wallonne et francophone, j'ai personnellement eu la chance d'avoir des contacts suivis avec Louis Van Geyt. Nous avons toujours été d'accord sur l'essentiel, mais pas toujours, il est vrai, sur des questions que l'on qualifie ensuite de secondaires avant de les oublier sagement. Il y a d'ailleurs dans un passage du livre de Jean Lemaître quelques mots de Louis qui m'ont fait plaisir : *en tandem avec Claude Renard...*

C'est bien ça. Merci Louis.

\* Ancien vice-président du PCB et président de son aile wallonne et francophone

## Simon Grinberg, un camarade, un frère

C'était bien lui, ça, Simon. Un brin d'humour et de tendresse à la bouche. Et des convictions bien chevillées au corps. Simon Grinberg, qui vient de décéder à l'âge de 82 ans, a été très longtemps typographe au *Drapeau Rouge*.

Durant la guerre, enfant juif, il avait été caché et sauvé grâce à la solidarité internationale. Simon avait conservé l'idéal communiste, tendance « l'Humain d'abord », jusqu'à son dernier souffle. Il



était grand amateur de jazz et spécialiste de la Commune de Paris. Il a porté bien haut l'étendard de la fraternité. Il nous manque déjà.

(JLE)

**Le Drapeau Rouge a besoin de votre soutien : abonnez-vous, présentez-le à des amis, diffusez-le. Pour les conditions d'abonnement, voir page 20 de ce numéro. Merci !**

*Faut-il recycler les anciens flics en chômage ?*

## **El Clan, un film argentin de Pablo Trapero**

Robert Waeles

L'Argentine a longtemps vécu sous la menace d'un coup d'Etat militaire. Ainsi, de 1930 à 1983, sur trente-deux présidents, dix-huit étaient militaires. Dans une telle situation d'alternance, une partie des membres de la police en fonction lors d'une période de dictature militaire sont forcément « récupérés » par le régime civil suivant. C'est ce genre de situation et les dérives qu'il engendre que nous raconte *El Clan*.

Nous sommes en 1983, la junte issue de la dictature instaurée en 1976 par le coup d'Etat de Jorge Videla doit remettre le pouvoir aux civils après la désastreuse guerre des Malouines déclarée à l'Angleterre de Margaret Thatcher dans le but de créer une diversion pour masquer la faillite économique du modèle néolibéral mis en place par les militaires avec la complicité des élites économiques du pays. Les crimes de la junte militaire argentine éclatent alors aux yeux du monde : des millions d'Argentins exilés et, surtout, plusieurs dizaines de milliers de *desaparecidos*, torturés puis exécutés clandestinement (les tristement célèbres vols de la mort au-dessus de l'océan).

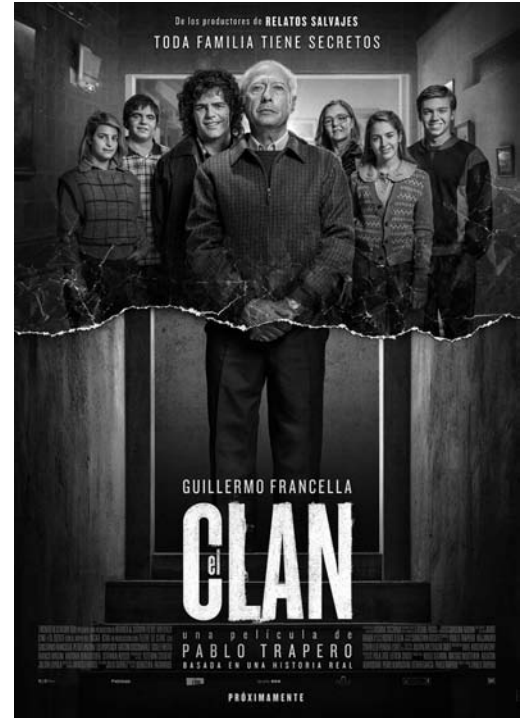
Dans les premiers jours de son mandat, le nouveau président, Raúl Alfonsín, engage des poursuites contre les neuf dirigeants des juntas militaires qui ont occupé le pouvoir. Les principaux responsables de violations des droits de l'Homme durant le régime militaire sont jugés et condamnés. Malheureusement, devant la menace d'un nouveau coup d'Etat, Alfonsín est obligé de signer les lois de « Punto Final » et d'« Obediencia Debida » mettant un terme aux poursuites contre les militaires. Les condamnés seront finalement amnistiés par son successeur, Carlos Menem.

Le retour de la démocratie va livrer au chômage une partie des zélés serviteurs de la dictature. Imaginez que certains décident de valoriser leur savoir-faire et de continuer « dans le privé » leurs activités patriotiques. Seule différence : ce ne seraient plus des militants qui seraient enlevés, mais de riches bour-

geois dont les familles seraient susceptibles de verser un million de dollars de rançon. Il suffisait d'y penser.

À présent, cessez d'imaginer. Je viens de vous résumer une affaire criminelle authentique qui eut pour cadre l'Argentine des années 1982-1985 et qui fit les gros titres de la presse. À partir du récit judiciaire, le réalisateur Pablo Trapero tente de reconstituer la vie privée d'un ancien membre de la police secrète de la junte forcé de survivre dans la nouvelle démocratie. *El Clan* nous raconte, sans tomber dans la caricature, une histoire tout à fait vraisemblable. Bien intégré dans un quartier cossu de Buenos Aires, un père de famille exemplaire continue à mener la même petite existence bourgeoise. Il s'applique à faire répéter à ses filles règles de grammaire et tables de multiplication. Chaque soir, avant le repas familial, il dit le *Benedicite*. Quant aux otages, ils sont « hébergés » dans une cave de la maison familiale et nourris fort civilement « comme à la maison » par sa femme qui leur mijote de bons petits plats jusqu'à la perception de la rançon. La libération est le moment le plus délicat de l'aventure mais pas le plus neuf, comparé au modes d'action anciens. Qu'un otage risque de le reconnaître et donc de le dénoncer, il est immédiatement exécuté et enterré très discrètement « comme au bon vieux temps ». De temps à autre, des rumeurs désobligeantes obligent ses anciens collègues de la police à enquêter sur ses activités, mais tout s'arrange jusqu'à présent grâce à un mystérieux *Commodore*.

Cette charmante existence pourrait se poursuivre si le fils voulait bien continuer à prendre sa part dans l'entreprise. Et, bien entendu, c'est là que ça coince. Ce charmant garçon est une vedette de rugby. Il possède un magasin de sport, cadeau de papa. Il voudrait s'affranchir de ses obligations familiales après la mort d'un copain, fils d'un riche bour-



geois enlevé et, malheureusement, exécuté par la famille. Le père tente bien de récupérer un autre fils émigré en Australie mais, visiblement, les temps changent. Pour preuve, son protecteur occulte, le mystérieux *Commodore*, est en train de le lâcher.

L'Argentine serait-elle vraiment entrée dans une nouvelle ère de démocratie ? Notre patriarche inventif ferait-il partie des vestiges gênants d'une période qu'à présent tout le monde veut oublier ? Il passera en justice, de même que la plupart des autres membres de la famille et utilisera ses années de prison à étudier le droit, ce qui lui permettra d'exercer en tant qu'avocat pendant quelques années à sa sortie.

La fiction, en l'occurrence le film de Pablo Trapero, dépasse-t-elle la réalité ? On est, en tous cas, très loin d'une simple comédie. Ce fut l'avis des jurés qui décernèrent à *El Clan* le prix de la mise en scène au récent Festival de Venise. Ajoutons, pour notre part, une mention spéciale à Guillermo Francella, un acteur fascinant sur les épaules duquel repose le poids (et la crédibilité) du héros principal. ■

## Soutenir *Le Drapeau Rouge* !

Dans un moment où tout indique qu'en exécution des politiques ultra-libérales dictées par l'Union européenne et les grands intérêts financiers internationaux, des graves mesures anti-populaires seront mises en exécution, il nous semble urgent d'organiser les résistances. À cet effet, la présence d'une presse militante, de dénonciation et propositions alternatives nous semble indispensable.

**Pour ces raisons et pour aider à la diffusion de notre presse, nous vous invitons à nous soutenir.**

**Pour ce faire, vous avez le choix :**

- ☞ De prendre un abonnement ou réabonnement ordinaire (15 € pour 12 numéros)
- ☞ D'opter pour un abonnement ou un réabonnement de soutien (25 €) ou de grand soutien (50 €). Voir le numéro de compte ci-dessous.
- ☞ D'offrir un abonnement à une amitié ou connaissance.

Dans les 2 premiers cas, n'oubliez pas de mentionner votre adresse sur le bulletin de virement en 'communication'; dans le troisième cas indiquez, toujours en 'communication', le nom et adresse de l'ami bénéficiaire de l'abonnement. Dans tous ces cas, le journal vous sera envoyé sous pli fermé à votre adresse (ou à l'adresse de l'ami)

☞ **Vous pouvez aussi nous commander (par téléphone ou via notre adresse électronique) le nombre d'exemplaires que vous croyez pouvoir vendre dans votre entourage !**



**N'oubliez pas que ce n'est que grâce à ses lecteurs que la presse militante survit !**

## Sommaire

### L'INVITÉ DU DR

*Le vrai scandale de l'euro*  
Frédéric Lordon • pp. 2-4

### ACTUALITÉS

*Panama Papers*

François Liccope • p. 5

*Attentats dans un pays déchiré*

José Fontaine • pp. 6-7

### SYNDICALISME

*Qui est « travailleur » ?*

Martin Willems • pp. 8-9

### INTERNATIONAL

*Amérique latine : la fin d'un cycle ?*

François Houtart • pp. 10-11

### LUTTES

*Le cas ESB à Seraing*

Freddy Visconti • pp. 12-13

### INTERNATIONAL

*Élections aux USA*

Jean Bricmont • pp. 14-15

*Procès Gbagbo : partialité d'une certaine*

*« justice internationale »*

Odile Tobner • p. 16

### REGARDS

*Chronique du temps qui passe*

Vladimir Caller • p. 17

### IN MEMORIAM

*Louis Van Geyt nous a quittés*

Claude Renard • p. 18

### CINÉMA

*El Clan, un film argentin de Pablo Trapero*

Robert Waeles • p. 19

## Où trouver le DR ?

**Arlon :** Librairie Pressman, 53 rue des Espagnols, 6700 Arlon. **Bruxelles :** Kiosque ULB, 22 avenue Paul Héger, 1000 Bruxelles • Press Shop Place De Brouckère, 1000 Bruxelles • Tropismes, 11 Galerie des Princes, 1000 Bruxelles • Librairie Rouppe, 31 place Rouppe, 1000 Bruxelles • Filigrane, 38 avenue des Arts, 1040 Etterbeek • Librairie Candide, Place Brugmann, 1050 Ixelles • Librairie Aden, 44 rue Bréart, 1060 Saint-Gilles • Librairie de Rome, 16-A rue Jean Staes, 1060 Saint-Gilles • Librairie Joao Afonso, 11 Chaussée de Waterloo, 1060 Saint-Gilles.

**Charleroi :** Librairie Lejeune, Place Sabatier, 6031 Monceau-Sur-Sambre. **Gand :** De Brug, 1 Phoenixstraat, 9000 Gand. **La Louvière :** Club Achille Chavée, 34, rue Albelville, 7100 La Louvière. **Liège :** Librairie Entretemps (asbl Barricade), 19-21 rue Pierreuse, 4000 Liège. **Mons :** Librairie du Parc, 24 rue du Parc, 7000 Mons. **Namur :** Librairie Papyrus, 16 rue Bas de la Place, 5000 Namur. **Tournai :** Librairie des Bastions, 22 boulevard Walter Marvis, 7500 Tournai. **Wavre :** Librairie Colette, 10 place Henri Berger, 1300 Wavre.

## Journal du Parti Communiste

Éditeur responsable : Claude Coussement

Rédacteur en chef : Vladimir Caller

### Nous contacter ?

dr@particommuniste.be

Adresse : 9, rue Rouppe • 1000 Bruxelles

tél. : 047 237 058 • 02 537 66 81

Abonnement 12 numéros : 15 € • à l'étranger : 23 €

Abonnement de soutien : 25 €

Abonnement de grand soutien : 50 €

Chômeurs, étudiants : 8 €

### Compte en banque :

IBAN BE89 0004 1185 1185

**ATTENTION !** Veuillez indiquer votre adresse sur le bulletin de virement en communication. Merci !

